

## **INTERVENTION D'ALEXANDRE HÉBERT: DISCUSSION SUR LE RAPPORT MORAL...**

**Le Président:** La parole est à Hébert de la Loire-Inférieure, pour dix minutes.

**Hébert:** Je vais essayer d'être bref. Avant de parler du rapport moral présenté ce matin par Bothereau, je voudrais, suite à l'intervention d'Hagnauer, dire que sur le problème de l'interdiction de la double appartenance, il se trouve que je suis majoritaire, je dirai même unanime, puisque c'est l'unanimité de la C.E. confédérale qui a pris cette décision. Ceci n'exclut pas - et je rassure Hagnauer - la possibilité d'engager une discussion sur ce problème, compte tenu du fait que je suis persuadé que la C.E. confédérale n'a nullement l'intention d'étouffer les débats et d'arracher une décision.

Ceci dit, je limiterai volontairement mon intervention à un seul aspect des problèmes traités par notre camarade Bothereau dans le rapport moral. Il est évident - et je ne surprends personne - qu'en dehors de cette question de double appartenance, je suis en désaccord avec la plupart des positions prises par le Bureau confédéral. Je me hâte de préciser que cela n'exclut pas les possibilités d'une discussion courtoise et je pense même que, dans l'intérêt de nos organisations, il est nécessaire que tous les points de vue s'expriment à cette tribune, même ceux qui peuvent nous apparaître les plus choquants, vus sous une autre optique.

Le camarade Bothereau a pris soin, ce matin, de nous prévenir que le rapport moral accorde une place trop modeste aux événements d'août 1953. Je lui dis très franchement que les quelques explications qu'il a ajoutées à la tribune me paraissent également insuffisantes. Je crois, que nous devons, sur ce problème, avoir une explication beaucoup plus large, parce qu'un mouvement qui a mis en branle un tas de gens, comme ceux du mois d'août 1953, mérite d'être analysé plus longuement. Nous avons, avons-nous dit,, quelques divergences avec le Bureau confédéral. Pourquoi? Il est clair qu'il ne s'agit pas d'une question personnelle; je dirai que j'ai, pour un certain nombre de secrétaires confédéraux, beaucoup d'amitié et d'estime; il s'agit simplement d'opinions, et je crois que c'est sous cet angle-là que nous devons examiner les problèmes.

Je crois que la divergence fondamentale qui nous sépare, je la trouve dans l'intervention de Bothereau, ce matin. Bothereau a déclaré, fort justement: *"Il n'y a que la force d'efficace. Et la force (a-t-il ajouté), nous ne l'avons pas"*. En ce qui me concerne, je pense que, dans la première partie de sa proposition. Bothereau a raison. Les rapports sociaux, ils sont avant tout, et surtout, et je dirai même exclusivement, des rapports de force. Et c'est ce qui explique que, vis-à-vis des problèmes, qu'il s'agisse des problèmes internationaux, qu'il s'agisse des problèmes, intérieurs, telle l'action commune, nous n'avons pas la même optique, avec nos camarades du Bureau confédéral, parce que, pour nous, le seul impératif qui compte, c'est d'abord, et avant tout, de rétablir un rapport de forces en notre faveur et nous pensons que c'est possible; que c'est possible tout en sauvegardant l'indépendance de nos organisations.

Voyez-vous, camarades, en août 1953, nous l'avons précisé, la force nous l'avons dans les meilleures conditions possibles. Un mouvement déclenché à l'initiative des organisations F.O., contrôlé par les militants F.O., animé par les militants F.O. de la base, et ce mouvement pouvait permettre, pour peu qu'on ait le désir de le généraliser, le désir de l'amplifier, de rétablir entre l'Etat-patron, les patrons privés et nous, un rapport de forces favorable.

Quelle fut l'attitude du Bureau confédéral? Cette attitude, elle fut, disons, de freiner le mouvement. Je ne mets pas en doute la bonne foi de nos camarades du Bureau confédéral. Bothereau a dit: *On ne joue pas à pile ou face le destin d'une organisation*. Croyez-vous... Croyez-moi, nous n'avons jamais eu l'intention, nous non plus qui étions partisans de l'intensification de la lutte, de jouer le destin de l'organisation à pile

ou face. Nous pensions, au contraire, que nous avions là l'occasion unique, inespérée, de reprendre le contrôle de la classe ouvrière; nous pensions que, précisément, grâce à cette lutte, grâce au fait inespéré qu'à l'origine, des organisations F.O. aient pu déclencher un mouvement d'une telle ampleur, nous, aurions pu liquider, purement et simplement, la C.G.T. Parce que, vous le savez bien, camarades, en réalité, c'est nous, la vieille C.G.T.

Voyez-vous, nous ne l'avons pas fait parce que notre Bureau confédéral a freiné le mouvement pour aboutir à un accord, ou plus exactement même pas à un accord, à un compromis signé par l'intermédiaire d'une commission composée de politiciens du M.R.P. Je crois que nos camarades ont commis une lourde erreur et je pense qu'il faut analyser les raisons de cette erreur, parce que je crois qu'il y a des raisons.

Ces raisons, à mon avis, elles sont de deux ordres:

Premièrement, le Bureau confédéral a sous-estimé la valeur de nos militants; il a cru, il a pensé que nos militants n'étaient pas capables de s'opposer efficacement à la démagogie stalinienne et c'est précisément parce que nous, nous avons confiance aux militants et confiance aussi en la classe ouvrière que nous n'avons pas éprouvé les mêmes craintes.

Par ailleurs, je le crois, notre Bureau confédéral a sur-estimé les possibilités d'action de la C.G.T., sa liberté d'action. Il a pensé que la C.G.T. pourrait, à la faveur d'un mouvement insurrectionnel en France, prendre le pouvoir.

Camarades, il ne faut jamais perdre de vue, à mon sens, que l'action de C.G.T., comme celle du parti communiste, s'inscrit dans le cadre des exigences de la diplomatie soviétique. Il est impensable que le P.C. puisse, comme ça prendre le pouvoir; impensable! S'il avait pu le faire, je suis persuadé, camarades, que la chose eut été faite beaucoup plus facilement d'ailleurs à un autre moment qu'en août 1953. Et c'est à partir de ces deux considérations que s'explique, à mon sens, la position confédérale.

On a fait un parallèle avec Prague. Mais, camarades, c'est faire beaucoup d'honneur aux staliniens que de laisser croire qu'ils ont pu prendre le pouvoir en Tchécoslovaquie grâce à l'action des masses, grâce à l'action commune. Comment? Les staliniens, en Tchécoslovaquie, ont pris le pouvoir grâce à une machination policière. Ils n'ont pas pris le pouvoir portés par l'action des ouvriers, ils ont pris le pouvoir parce que la bourgeoisie de ce pays avait eu la naïveté de leur confier des ministères-clés comme celui de la Défense nationale, comme celui de l'Intérieur. Et ce sont les policiers qui ont conduit les staliniens au pouvoir en Tchécoslovaquie, ce n'est pas l'action ouvrière.

En août 1953, nous l'avons tous senti, les ouvriers n'avaient nullement envie de porter M. Thorez au pouvoir. Les ouvriers se battaient sur nos mots d'ordre, sur nos objectifs et il eut suffi que les staliniens tentent seulement de faire dévier la lutte vers des objectifs politiques pour qu'ils accusent un échec retentissant. Mais ce désir, camarades, ils ne l'avaient même pas. Ils avaient bien compris, eux, que la partie était perdue pour eux et si elle était perdue pour eux, cela signifiait qu'elle était gagnée pour nous. Et c'est pourquoi, je le dirai en terminant, cela explique que nous ayons eu des réactions, disons, vives à l'égard du Bureau confédéral.

Je sais qu'on nous reprochera certains excès de langage. Je dirai aux camarades qui nous font ces reproches qu'en août 1953, à Nantes, il y a eu environ 50.000 grévistes pendant 17 jours. Cela nous a obligés - et il y a des camarades qui sont dans cette salle qui l'ont vécu avec nous - à camper à la Bourse du Travail.

Lorsque nous avons vu le résultat de tous nos efforts anéantis en une nuit, vous comprendrez que nous ne nous soyons pas toujours exprimés à l'égard de nos camarades dans un langage académique et que nous leur ayons dit vertement ce que nous pensions. Maintenant, les passions sont calmées. Maintenant, nous jugeons avec le recul du temps. Je crois, camarades, que, dans l'intérêt même de notre mouvement syndical, il ne faut plus que des erreurs comme celle du mois d'août 1953 se reproduisent. Il ne faut plus qu'on puisse laisser passer une occasion comme celle-là et j'ai la conviction, et ce sera ma conclusion, parce que nous avons confiance en la classe ouvrière, j'ai la conviction que la solution à nos problèmes, qu'il s'agisse des problèmes revendicatifs, qu'il s'agisse du S.M.I.G., ou de n'importe quel autre problème, elle résultera encore des rapports de forces, nous pouvons le rétablir en notre faveur parce qu'en définitive - et août 1953 l'a prouvé - lorsque notre organisation traduit exactement les aspirations des travailleurs, elle est aussi bien et mieux que quiconque capable de mobiliser pour une lutte d'envergure.

*(Applaudissements.)*

-----